

L'effondrement de la France et quelques propositions pour éviter la catastrophe finale

samedi 25 décembre 2021, par [Jean-Michel TOULOUSE](#)

La France de 2021-2022 offre un visage dramatique, en recul sur tous les fronts, elle est en phase de tiers-mondisation. Jadis cinquième puissance mondiale, elle a rétrogradé à la sixième et bientôt sera dépassée par d'autres pays (Inde, Indonésie, Russie, Brésil, Mexique, Corée du Sud...). Ce recul est-il fatal, inévitable et irréversible ? Pas du tout si le peuple français - loin de céder à la confusion idéologique à la mode Zemmour - se ressaisit et reprend sa place dans l'histoire. Elle en a les moyens.

1-Le diagnostic

Examinons tous les secteurs de ce qui constitue un pays en bonne santé.

L'industrie de la France s'est effondrée depuis 40 ans. L'euro et l'Union Européenne (UE) ont accéléré ce processus morbide puisque depuis 2001 - date de mise en œuvre de cette « monnaie européenne » - l'industrie française qui pesait 23 % du PIB n'en pèse plus que 12 %. Tous les fleurons de celle-ci ont été vendus ou dilapidés par des financiers comme Serge Tchuruk qui voulait « une industrie sans usines ». Ainsi de délocalisations en ventes à l'encan, de cessions en acquisitions, des pans entiers de notre puissance industrielle sont partis à l'étranger ou ont été démantelés, et de préférence dans les pays à bas coûts de main d'œuvre, au seul bénéfice des actionnaires de contrôle. C'est ainsi qu'Alstom, Technip, Péchiney, Arcélor, Alcatel, Lafarge, les Chantiers de l'atlantique, et beaucoup d'autres industries métallurgiques, textiles, chimiques, transformatrices, mécaniques, automobiles, etc. ont disparu ou quitté le pays. Nous sommes désormais dépendants de l'Allemagne, des États-Unis ou de la Chine. Nous l'avons vu dernièrement avec l'affaire des masques, des respirateurs, ou du vaccin anti-Covid. La France est le seul pays membre du Conseil de Sécurité à ne pas avoir été capable de produire son vaccin.

L'agriculture française, naguère puissante et capable de nourrir ses ressortissants, a été transformée par l'UE et sa politique agricole commune (PAC) en agro-industrie qui pollue les terres et empoisonne ses consommateurs. De plus, de nombreux produits doivent être importés car abandonnés par nos agriculteurs, contraints à s'aligner sur le capitalisme agraire ou à se suicider.

Notre recherche scientifique et nos universités sont en chute libre. Depuis combien de temps n'y-a-t-il pas eu de prix Nobel français ? Et comment s'en étonner lorsque crédits et postes de chercheurs sont supprimés ? De nombreux étudiants se nourrissent au Secours Populaire ou aux restaurants du cœur, et les rares chercheurs que nous avons formés partent à l'étranger ! En quarante ans, la recherche française est en voie de paupérisation et nos universités en voie de perdition !

L'éducation nationale est dans un triste état et Jean-Michel Blanquer accélère sa destruction en supprimant le Baccalauréat national et en soumettant les élèves et les étudiants à un « parcours » bureaucratique et débilitant excluant les fils et filles d'ouvriers et d'employés de l'école et de l'université. La France n'a plus de politique économique à cause de l'euro et de l'UE, plus de politique budgétaire, plus de politique monétaire du fait que toutes les décisions se prennent à la Banque Centrale Européenne à Francfort, plus de politique militaire à cause de son adhésion à l'OTAN, plus de politique étrangère du fait de l'atlantisme imposé par les États-Unis. L'Allemagne vise son siège de permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, et sa force nucléaire sous couvert de « fédéralisme européen » (traité d'Aix-la-Chapelle) auquel subitement le futur chancelier allemand Scholz se convertit à condition qu'il soit sous domination germanique.

Le pays n'a plus de politique sociale indépendante du fait de l'UE et des traités néolibéraux (Maastricht, Nice, Lisbonne, etc.) qui ne recherchent que la « valeur actionnariale » et l'anéantissement de tout le droit du travail pour accroître les profits. Tout cela se paye par le chômage de masse, les politiques d'austérité, les bas salaires, les travailleurs en CDD et sous le minimum vital : 6 millions de chômeurs, 300000 SDF, deux millions de foyers au RSA, et le salaire médian à 1900 euros nets.

Soumise aux marchés financiers, la France n'a plus de planification et M. Bayrou n'est là que pour amuser la galerie. Le capital financiarisé a ainsi la voie libre pour détruire notre industrie et toutes nos politiques. C'est ce qu'annonçait d'ailleurs au début des années 2000 le vice-président du MEDEF : « il faut éliminer tout ce qu'a fait ou prévu le CNR ».

Il ne faut donc plus s'étonner que ceux même qui se prétendent nos « alliés » nous volent nos marchés, piétinent nos intérêts, méprisent le nom de la France, veulent liquider la langue française, et éliminer la France du concert des nations, Angleterre, Allemagne et États-Unis au premier rang (Cf. affaire des sous-marins australiens) !

Mais ce triste bilan aggravé par 5 ans de macronisme n'est pas une fatalité.

2-La thérapeutique

La France a réussi à franchir bien des obstacles dans son histoire. Ayant plus de 14 ou 15 siècles derrière elle, va-t-elle céder aux tentatives destructrices de quelques aventuriers de la finance et du Capital, véritables donneurs d'ordre à quelques politiciens stipendiés ? Nous ne voulons pas le croire car le pays dispose de certains atouts incontestables.

Il a l'expérience de ses révolutions qui ont réussi à mettre à la raison tous les parasites qui ont essayé de la détruire ou de la soumettre : les monarches, les capitulards de 1870, ceux de 1940 et ceux d'aujourd'hui grâce à un peuple vaillant et vigilant.

Son peuple de 68 millions d'habitants (DOM-TOM compris) est politiquement éduqué et expérimenté car il a connu tous les régimes : monarchies, républiques bourgeoises, empires, et il connaît aujourd'hui celui de l'oligarchie financière sans patrie ni principe. Il sera difficile de lui faire prendre des vessies pour des lanternes. Il s'est relevé des toutes ses avanies : 1870, 1918, 1940, pour ne retenir que ces trois dates. Notre grande Nation, héritière de cinq révolutions et qui s'est redressée des épreuves de trois guerres mondiales, n'acceptera pas de disparaître ou de voir son rôle dépendre des injonctions de « l'UE », des États-Unis ou de l'Allemagne.

Dès lors, il doit reprendre son indépendance nationale en se retirant sans délai de l'UE, de l'euro, de l'OTAN et de tous les traités capitalistes néolibéraux. Notre État reconstitué n'acceptera que les instructions que le peuple français lui aura données.

Il remettra au goût du jour le programme du CNR adapté à notre époque : socialisation des grands groupes capitalistes et des banques, retour au Franc, reconstitution du circuit de Trésor, rétablissement du Commissariat au Plan, réindustrialisation de la France, interdiction des délocalisations, inculcation de tous les responsables politiques et économiques de la destruction de notre pays.

Après avoir liquidé cette constitution monarchique par un processus populaire de nouvelle Constituante rétablissant la souveraineté du peuple, un programme social sera mis en place : SMIC à 1700 euros, Sécurité Sociale intégrale à 100 %, reconstitution de l'hôpital public actuellement en perte, suppression des mutuelles, droit opposable à l'emploi constitutionnalisé, suppression de la Bourse et des marchés financiers et du travail, institution d'un nouveau statut d'entreprise coopérative gérées par les seuls travailleurs et cadres, programme de construction de logements et de rénovation des « passoires thermiques », blocage des loyers et indexation des salaires aux prix, suppression de tout plan de retraites à point et retour au régime général unique de retraite par répartition, socialisation des entreprises du CAC 40 et suppression de celui-ci. La liberté de circulation des capitaux sera abolie.

Institution d'un grand Ministère des Affaires Étrangères qui organisera la coopération avec les 196 États du monde (dont la Russie, la Chine et tous les pays actuellement négligés par le pouvoir macroniste) et non seulement avec les « 27 » ou le « camp atlantique ». La francophonie sera défendue et la langue française promue partout, à commencer sur le territoire national. La force nucléaire française sera maintenue et réservée à la défense de nos seuls intérêts, l'armée française sera une armée de conscription citoyenne et de service civique, de sorte que le peuple apprenne le maniement des armes. Il y a lieu de supprimer les légions prétoriennes de la bourgeoisie. La Nation considèrera les DOM-TOM comme des territoires nationaux et entreprendra un programme de développement mettant ces territoires au même niveau économique, social et politique que ceux de la métropole.

Comme il a été dit plus haut, nous réinstaurerons un Plan indicatif national pour reconstituer l'économie puissante que doit être celle de la France. Un État républicain fort et populaire sera le garant de ce

programme.

La démocratie délibérative sera instaurée dans le pays, par la nouvelle Constitution évoquée plus haut qui mettra en œuvre : une Convention Nationale élue au suffrage universel direct à la représentation proportionnelle intégrale, par un scrutin départemental sur listes et prime à la majorité pour le mouvement ou la coalition de partis politiques arrivé en tête au seul tour des élections ; un contrat de majorité qui sera un véritable mandat impératif pour les élus ; la suppression du Sénat et son remplacement par une Assemblée véritable regroupant les collectivités territoriales réformées, les organisations professionnelles et syndicales, les associations de la vie civile.

Un Institut National des Médias remplacera le pseudo CSA, et devra garantir la démocratie et la liberté d'expression dans ce pays. Sa composition, ses moyens et ses attributions seront délibérés par la Convention Nationale. Nulle puissance financière ou oligarchique ne pourra s'emparer de quelque moyen d'information que ce soit, à titre privé.

Un Gouvernement issu de la Convention Nationale, responsable devant elle, assumera le pouvoir gouvernemental tel que le prévoit les articles actuels de la constitution de 1958 (articles 20 à 22) en attendant la nouvelle Constitution. Il aura à sa disposition le gouvernement, l'administration du Plan et le secrétariat général du gouvernement.

Voilà les seules mesures qui seront à même de rétablir la France et de redonner la fierté d'être français à notre peuple. Voilà comment le peuple français sera fidèle à son histoire, et non en se laissant bercer par les fantasmes d'un Zemmour, d'une Le Pen, ou par les mensonges d'un extrême-centre à la Macron ou d'une « droite assumée » à la Péresse-Ciotti, ou par les bien faibles et bien tardives promesses d'une « gauche » faillie ayant trahi les classes populaires. C'est au peuple français à prendre le pouvoir. Et les Gilets Jaunes - ces héritiers des Sans-Culottes et des Communards - nous ont montré le chemin.

Jean-Michel, Toulouse

ancien haut fonctionnaire